

Monsieur Jean-Pierre Charbonneau
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Parlement
Québec (Québec) G1A 1A4

Monsieur le Président,

Conformément à la *Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crs bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois* (L.R.Q., c. S-3.2), je suis heureux de vous transmettre le rapport d'activité de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crs pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1998.

Ce rapport rend compte des activités de cet organisme durant la période du 1^{er} juillet 1997 au 30 juin 1998.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre de la Solidarité sociale

André Boisclair

Québec, mars 1999

Monsieur André Boisclair
Ministre de la Solidarité sociale
Gouvernement du Québec
425, Saint-Amable, 4^e étage
Québec QC
G1R 4Z1

Mr. Matthew Coon-Come
Chairman/Grand Chief
Cree Regional Authority
Grand Council of the Crees (of Québec)
2 Lakeshore Road
Nemaska QC
J0Y 3B0

Monsieur le Ministre,

Il me fait plaisir, au nom des membres de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, de vous présenter notre Rapport annuel pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1998. Ce rapport décrit sommairement l'organisation administrative de l'Office, résume les résultats de l'année 1997-1998 et comprend les résultats financiers pour cette même année.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le président (1997-1998)

George Wapachee

Sir:

On behalf of the members of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board, I am pleased to submit our Annual Report for the fiscal year ending June 30, 1998. This Report summarizes the administrative organization of the Board and the results for the year 1997-1998, and includes the Financial Statements for that same period.

Yours very truly,

George Wapachee
Chairman (1997-1998)



Table des matières

Table of contents

ᑕᑦ ᐱᓂ ᓂᐃᑦ ᐅᑦ

3	<i>Message des membres</i>
4	<i>Le programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs criés</i>
6	<i>Les activités de l'année 1997-1998</i>
23	<i>Tableaux</i>
32	<i>Organigramme</i>
35	<i>États financiers 1997-1998</i>

	<i>Message from the members</i>	9
	<i>Program of Income Security for Cree Hunters and Trappers</i>	10
	<i>Activities for the year 1997-1998</i>	12
	<i>Tables</i>	23
	<i>Organization Chart</i>	32
	<i>Financial Statements 1997-1998</i>	35

15	ᐅᓂᓂᓂᑦ ᐅᑦᐱᓂᓂᑦᐱᓂᑦᐱᓂᑦ
16	ᐱᓂᓂᓂᑦ ᐱᓂᓂᓂᑦ ᓂᓂᓂᓂᑦ ᐱᓂᓂᓂᑦ ᐱᓂᓂᓂᑦ
19	ᓂᓂᓂᓂᑦ ᓂᓂᓂᓂᑦ 1997-1998
23	ᐱᓂᓂᓂᑦ ᓂᓂᓂᓂᑦ
32	ᐱᓂᓂᓂᑦ ᐱᓂᓂᓂᑦ
35	ᓂᓂᓂᓂᑦ ᓂᓂᓂᓂᑦ ᓂᓂᓂᓂᑦ 1997-1998

Message

des membres

Les membres de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris vous présentent avec plaisir le Rapport Annuel et les états financiers de l'année 1997-1998.

La première partie de ce rapport renferme un bref exposé de la structure administrative et des règles régissant le Programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris. Quant à la seconde partie, celle-ci traite plus particulièrement des activités de l'année, c'est-à-dire de la participation de la population crie au programme et des prestations versées. À la fin de ce rapport, sont reproduits les résultats financiers obtenus au cours de l'exercice.

Au cours de l'année, les représentants de l'Administration régionale crie et du Gouvernement du Québec ont entamé des discussions sur la révision du programme suite aux recommandations déposées par l'Office en décembre 1995. Ce dossier demeure une priorité pour l'Office. La nécessité d'assurer aux chasseurs et piégeurs cris un programme leur garantissant un support économique adéquat demeure primordiale. En effet, l'année 1997-1998 a été marquée par l'accroissement de 6,2% de la clientèle, confirmant ainsi l'intérêt de la population crie au mode de vie traditionnel.

Tant dans les bureaux locaux situés en milieu crie qu'au siège social, l'Office s'appuie sur une équipe dynamique et chevronnée et désire remercier tous ceux et celles qui collaborent quotidiennement à offrir des services de qualité.

Par la même occasion, l'Office tient à souligner le travail réalisé par M. Kenneth Gilpin dont le mandat s'est achevé en juin 1997 et le remercie pour son dévouement et sa précieuse collaboration. Au cours de l'année, deux nouveaux membres se sont joints à l'Office, il s'agit de messieurs Jean-Guy Dugré et Philip Awashish, à qui nous souhaitons la bienvenue.



Le programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

L'Office

L'administration du programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris relève de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, un organisme autonome composé de six membres dont trois sont nommés par le Gouvernement du Québec et trois par l'Administration régionale cri. La durée de leur mandat est laissée à la discrétion des autorités responsables de la nomination qui désignent, chaque année et alternativement, le président et le vice-président. En 1997-1998, la nomination du président a été faite par l'Administration régionale cri.

Les dispositions régissant la constitution, les responsabilités et les pouvoirs de l'Office se trouvent à la *Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois* (L.R.Q., c. S.3-2).

Dans le cadre de son mandat, l'Office voit à la révision du fonctionnement et des modalités du programme, l'évaluation des résultats, l'étude des plaintes et revendications, la prévision des coûts et l'établissement des budgets. Pour ce faire, il est investi de certains pouvoirs réglementaires tant au niveau de sa régie interne que de l'établissement des modalités administratives et critères nécessaires à l'application du programme. L'Office doit également faire rapport annuellement de ses activités au Gouvernement du Québec et à l'Administration régionale cri. Au cours de l'année 1997-1998, les membres de l'Office ont tenu cinq rencontres régulières et ont également participé aux entrevues de sélection pour le recrutement de personnel à l'Office.

L'Office compte dix-sept employés à son service, dont onze oeuvrent dans les différents villages cris et six au siège social à Sainte-Foy. L'Office fixe, par règlement approuvé par le gouvernement, les effectifs, normes et barèmes de rémunération de même que les autres conditions de travail de ses employés. La liste des membres et des employés de l'Office se trouve en annexe au présent rapport.

Les sommes requises pour le paiement de prestations aux chasseurs et piégeurs cris et pour le fonc-

tionnement administratif de l'Office sont payées à même les deniers accordés annuellement à cette fin par l'Assemblée nationale. L'année financière de l'Office débute le 1^{er} juillet et les états financiers vérifiés pour l'année 1997-1998 montrent que les dépenses au 30 juin 1998 se sont élevées à 15 692 232 \$. De ce montant, près de 94% représente les prestations versées aux prestataires et la balance, soit 950 974 \$, couvre les dépenses de fonctionnement du siège social et des neuf bureaux locaux situés dans les villages cris.

Les états financiers font état des dépenses de prestations selon la méthode de comptabilité de caisse alors que les frais d'administration sont présentés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les dépenses de prestations couvrent à la fois une partie des dépenses pour l'année courante et en partie les dépenses rétroactives des années antérieures versées dans l'année. Les tableaux 1 à 8, par contre, réfèrent aux dépenses de prestations reliées aux activités de l'année courante, ce qui explique les écarts entre les états financiers et les tableaux.

Le Programme

L'origine du programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris remonte à la Convention de la Baie James et du Nord québécois signée le 11 novembre 1975. Mis sur pied en 1976, il a comme objectif principal de favoriser le maintien et la survie d'un mode de vie traditionnel en assurant, entre autres, une garantie de revenu aux chasseurs et piégeurs cris.

Il s'adresse aux Cris résidant au Québec qui pratiquent les activités d'exploitation de la faune comme mode de vie. Par activités d'exploitation, on entend la chasse, la pêche et le piégeage ainsi que les activités qui leur sont accessoires comme la fabrication ou la réparation de matériel; la préparation et l'aménagement du terrain; le traitement, le transport et la commercialisation des produits d'exploitation; la fabrication domestique d'objets artisanaux; la gestion de la faune; les déplacements, etc.

La présente section contient un bref résumé des principales dispositions qui régissent l'admissibilité

au programme et le calcul des prestations. Le programme prévoit un revenu familial annuel mais l'admissibilité de l'unité de prestataires ou famille dépend essentiellement des activités de son chef, c'est-à-dire le prestataire cri qui, compte tenu des coutumes autochtones, est considéré comme subvenant aux besoins de sa famille, ou qui est une personne seule âgée de 18 ans et plus. Le calcul des prestations prend cependant en considération l'ensemble des activités des membres de l'unité de prestataires.

Lorsqu'une communauté cri met sur pied un comité local de chasseurs et piégeurs, le nom du chef de l'unité de prestataires doit apparaître sur la liste préparée par le comité. Cette liste identifie les *«personnes qui selon la coutume de leur communauté, se consacrent aux activités d'exploitation et aux activités accessoires comme mode de vie conformément aux traditions d'exploitation et aux règles de la communauté»* (article 31.1 de la Loi). Pour 1997-1998, une liste a été préparée pour chacune des communautés sauf Chisasibi et Wemindji.

Les chefs de l'unité de prestataires doivent également, pour être admissibles, consacrer plus de temps aux activités traditionnelles qu'à un emploi rémunéré et le programme exige un minimum de 120 jours. Cette exigence doit être rencontrée durant l'année précédant la demande d'inscription, ce qui a pour effet d'instaurer une année de qualification durant laquelle aucune prestation n'est versée.

Les chefs de famille doivent, par la suite, rencontrer ces mêmes exigences chaque année pour conserver l'admissibilité de leur unité de prestataires. Certaines exceptions sont prévues dans les cas de circonstances inhabituelles.

La méthode de calcul de prestations est avant tout fonction du temps consacré aux activités d'exploitation. En effet, la majeure partie des argents versés tient compte du nombre de jours passés dans le bois par les adultes membres de l'unité et par conséquent, les revenus de familles de même taille peuvent être différents.

Pour établir les prestations annuelles de chaque unité, l'Office s'appuie sur les paramètres suivants : la durée de la période consacrée à la chasse, la pêche et le piégeage; les gains annuels de l'unité et la taille de la famille. Le calcul des prestations se fait en deux étapes. En premier lieu, un montant est établi pour chaque journée passée dans le bois par les chef et

conjoint des unités dans l'exercice des activités d'exploitation et des activités accessoires. La loi prévoit un maximum de 240 jours payables par adulte. En 1997-1998, l'allocation journalière était de 41,24 \$ pour un maximum possible de 9 898 \$ par adulte ou 19 796 \$ pour une unité comprenant deux adultes qui participent aux activités d'exploitation.

Un montant supplémentaire, le montant de base garanti, calculé en fonction de la taille et des revenus de l'unité peut s'ajouter aux allocations journalières. Les taux utilisés se trouvent au Tableau 6. Du montant de base sont déduits à 40% les revenus nets de l'unité et à 100% les prestations de la sécurité de la vieillesse. À moins d'être spécifiquement exclus par la loi ou les règlements, tous les montants reçus par les membres de l'unité à titre de revenus ou salaires, y compris les allocations journalières versées en vertu du programme, sont considérés comme des revenus.

Même si la règle de base exige que la pratique des activités d'exploitation constitue le mode de vie des prestataires, ceux-ci peuvent cependant participer à certaines activités économiques de la région en travaillant de façon saisonnière, ce qui leur permet d'ajouter à leur revenu. L'inverse n'est cependant pas autorisé, c'est-à-dire détenir un emploi régulier et recevoir en supplément des prestations du programme. De plus, le programme ne permet pas le cumul avec un autre programme fédéral ou provincial de sécurité du revenu.

Le programme s'adresse donc spécifiquement à des personnes qui poursuivent un mode de vie traditionnel, et tente d'assurer à la famille une garantie de revenu en fonction de ces activités.

Les prestations sont calculées sur une base annuelle et réparties en quatre paiements effectués vers les 1^{er} septembre, 1^{er} janvier, 1^{er} avril et 30 juin. Le calendrier correspond, dans la mesure du possible, à celui des chasseurs et piégeurs et les paiements sont donc effectués aux périodes où la majorité d'entre eux sont dans leur communauté respective.

Les activités

de l'année 1997-1998

La participation au programme

Le Programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris s'adresse exclusivement aux Cris de la Baie James, bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, résidant au Québec et membres de l'une des neuf communautés cries, soit Mistissini, Chisasibi, Waskaganish, Waswanipi, Wemindji, Eastmain, Whapmagoostui, Némiscau et Oujé-Bougoumou.

En mai 1998, 12 728 personnes étaient inscrites comme membres de l'une de ces communautés et comme bénéficiant des avantages prévus à la Convention. De ce nombre, 12 176 étaient résidents du Territoire de la Baie James, c'est-à-dire la région couverte par la Convention ce qui comprend non seulement les villages cris mais également les villes comme Chibougamau, Chapais, Amos, Senneterre et Val d'Or. Un certain nombre de familles inscrites au programme, particulièrement dans le cas des membres de la communauté de Waswanipi, demeurent à l'extérieur des villages cris.

Depuis 1993-1994, on pouvait constater une baisse de participation au programme, notamment en ce qui avait trait au nombre d'unités de prestataires inscrites. De 1 230 unités en 1993-1994, l'inscription avait chuté à 1 178 en 1995-1996 pour remonter à 1 190 en 1996-1997. Cette tendance à la hausse s'est concrétisée en 1997-1998 alors que 1 264 unités ont participé au programme, ce qui représente une augmentation de 6,2% par rapport à l'année 1996-1997.

En 1997-1998, toutes les communautés cries, à l'exception de Waswanipi, ont connu une augmentation de la clientèle. Le tableau suivant illustre les principaux changements dans le nombre d'unités au cours des cinq dernières années :

	93-94	94-95	95-96	96-97	97-98
Mistissini	266	249	245	258	269
Chisasibi	322	336	324	319	351
Waskaganish	127	121	117	116	121
Waswanipi	158	150	143	142	141
Wemindji	121	117	128	141	145
Eastmain	27	30	33	34	42
Whapmagoostui	91	80	76	71	72
Némiscau	48	48	50	51	52
Oujé-Bougoumou	70	62	62	58	71
Total	1 230	1 193	1 178	1 190	1 264

On constate que les communautés de Chisasibi, Wemindji, Eastmain et Némiscau ont connu une progression importante. La baisse de participation enregistrée au cours des dernières années à Mistissini et à Oujé-Bougoumou s'est corrigée, en 1997-1998, alors que l'inscription a de nouveau atteint et même dépassé celle de 1993-1994. Bien que les taux de participation n'aient pas atteint ceux d'il y a cinq ans, cette tendance à la hausse s'est néanmoins manifestée dans les autres communautés. Les unités de prestataires du programme sont recensées au Tableau 1 et réparties selon la proportion d'adultes et d'enfants composant ces unités pour 1997-1998.

Malgré la hausse du nombre d'unités de prestataires inscrites et de la participation globale, on constate, à nouveau, que le profil des unités de prestataires se transforme depuis quelques années. De plus en plus de personnes seules s'inscrivent au programme alors que le nombre de familles décroît. En effet, les unités de prestataires composées de 2 adultes, c'est-à-dire 566 unités, ne représente que 44,8% alors qu'en 1993-1994, il était de 49,1%. Pour la même période, le nombre d'enfants inscrits comme dépendants est passé de 1091 à 866, soit 32,1% des personnes composant les unités.

Les données du Tableau 2 réfèrent à l'âge des prestataires et à la répartition de ces unités selon le nombre d'adultes. Les unités composées d'un seul adulte se retrouvent surtout parmi le groupe des moins de 28 ans qui représente 28,8% de la clientèle.

Par rapport à l'année 1996-1997, la répartition des unités de prestataires en fonction de l'âge du requérant démontre une augmentation dans chaque groupe d'âge, à l'exception du groupe des 68 ans et plus. Les changements les plus significatifs se retrouvent dans le groupe des 18-27 ans et des 48-57 ans, dont la clientèle s'est accrue respectivement de 14,5% et de 16,4%. En 1997-1998, il y a eu 94 nouvelles demandes d'inscription au programme parmi lesquelles 69 étaient des demandes de réinscription faisant suite à une absence d'au moins un an. La majorité de ces nouvelles inscriptions, soit 53, ont été présentées par des personnes âgées de moins de 25 ans.

L'augmentation du nombre d'unités se traduit par une hausse du taux de participation de la population, tel qu'illustré au Tableau 3. En 1997-1998, 22,1% de la population crie résidant dans le Territoire participe au programme ce qui représente un accroissement de 0,4% comparativement à l'année précédente.

Cette hausse de participation a évidemment eu des répercussions sur le nombre de jours consacrés aux activités traditionnelles et, par conséquent, sur les coûts du programme pour l'année 1997-1998.

Les jours-personnes

La plus grande partie des revenus versés aux unités de prestataires dépend du nombre de jours consacrés aux activités traditionnelles. La loi prévoit un maximum de 240 jours payables par adulte et fixe une limite globale de 350 000 jours.

En 1997-1998, le programme a rémunéré 326 748 jours pour l'ensemble des unités inscrites. Le Tableau 4 indique la répartition des jours selon certaines activités. Outre le nombre de jours passés dans le bois, sont inclus les congés de maternité et les jours de participation aux rencontres des comités locaux chargés de dresser la liste des chasseurs et piégeurs crïs pour chaque communauté. Dans le premier cas, un maximum de 72 jours est prévu alors que 10 jours peuvent être revendiqués dans le second cas.

La différence entre le nombre de jours passés dans le bois et celui des jours effectivement rémunérés s'explique, entre autres, par le fait que les jours consacrés aux activités d'exploitation de la faune en excédant du maximum de 240 jours par adulte ne sont pas pris en considération dans le calcul des prestations. De plus, la loi prévoit que, lorsqu'un chasseur reçoit un montant ou un salaire pour une journée (ex. CSST, Assurance-emploi, etc.), l'allocation journalière n'est pas versée. Dans le cas où ces montants sont versés au chef de l'unité de prestataires, ceci a pour effet également d'éliminer le paiement des jours passés dans le bois par le conjoint.

Le nombre de jours rémunérés a augmenté de 5,5% depuis l'année précédente passant de 309 836 à 326 748 jours. Cette augmentation résulte directement du nombre d'unités inscrites puisque la moyenne de jours que ce soit par unité ou par

adulte, s'est stabilisée au cours des trois dernières années.

Année	Moyenne de jours	
	Par unité	Par adulte
1995-1996	259	176
1996-1997	260	178
1997-1998	259	179

Prestations accordées

Les prestations du programme sont indexées annuellement en fonction du coût de la vie au Québec et le taux est établi selon l'indice d'accroissement en vigueur pour le Régime des rentes du Québec. Les paramètres de calcul employés pour l'année 1997-1998 apparaissent au Tableau 6. Par rapport à l'année 1996-1997, la majoration a été de 1,7%.

En 1997-1998, les prestations accordées totalisent 14 967 906 \$ comparativement à 13 980 879 \$ en 1996-1997, soit une augmentation d'environ 7,0% principalement due aux variations du nombre de participants. Les montants accordés ainsi que la moyenne par unité sont indiqués par communauté aux Tableaux 7 et 8.

La répartition des montants accordés entre montant de base garanti et allocation journalière est indiquée au Tableau 7. En 1997-1998, le montant de base représente 10,4% des montants versés.

	Montant de base	Per diem	Total
	\$	\$	\$
1996-1997	1 458 746	12 563 889	14 022 635
1997-1998	1 556 066	13 472 698	15 028 764

Au début du programme, le montant de base représentait 24% du total versé. Graduellement cette proportion a diminué et se situe depuis quelques années à environ 10%. Cette évolution dans la composition des prestations accordées résulte surtout des changements survenus dans la clientèle du programme. La baisse du nombre de familles par rapport au nombre de personnes seules inscrites et la croissance du nombre de chasseurs âgés de plus de 65 ans ont contribué à abaisser de façon significative la portion des prestations constituée par le montant

de base. Il s'agit en effet de la clientèle qui reçoit peu ou pas de montant de base. Par exemple, dans le cas des chasseurs âgés de 65 ans et plus, le fait de recevoir une pension de vieillesse élimine le paiement d'un montant de base.

Il y a également de nombreuses variations dans les moyennes de prestations versées aux unités de prestataires qui se répartissent ainsi :

Prestations (\$)	Nombre d'unités	%
0 - 5 999	135	10,7
6 000 - 11 999	677	53,6
12 000 - 17 999	174	13,8
18 000 - 23 999	249	19,7
24 000 +	29	2,2

La pratique des activités de chasse, pêche et piégeage requiert des dépenses d'équipement et de transport assez élevées. En plus de ces coûts, les chasseurs doivent également continuer à assumer ceux reliés au maintien d'une résidence dans la communauté. La majorité des chasseurs doivent donc cumuler activités traditionnelles et emplois saisonniers afin de s'assurer un revenu suffisant.

Par exemple en 1997-1998, les prestations du programme ont totalisé environ 77% de l'ensemble des revenus des chasseurs, la balance provenant de revenus extérieurs reliés principalement à l'emploi saisonnier.

Année	Prestations \$	Autres revenus \$
1996-1997	13 980 879	4 278 234
1997-1998	14 967 906	4 458 131

On constate donc que l'augmentation des prestations en 1997-1998 est directement proportionnelle au nombre d'unités de prestataires inscrites puisque les autres paramètres illustrant la participation au programme sont demeurés sensiblement les mêmes que ceux de l'année précédente.

CONCLUSION

Le programme représente un support économique indispensable permettant aux chasseurs et piégeurs cris de poursuivre un mode de vie traditionnel. L'importance des activités traditionnelles est acquise malgré les changements dans la composition de la clientèle du programme et dans la pratique de ces activités. Certains chasseurs et piégeurs cris sont inscrits au programme depuis de nombreuses années et en dépendent exclusivement comme support économique à la famille. Un nombre croissant de chasseurs et piégeurs cris doit cependant compter sur des ressources extérieures pour assurer leur sécurité économique, ce qui a pour effet de modifier la pratique des activités traditionnelles. L'augmentation de la clientèle au cours des deux dernières années semble indiquer que les jeunes demeurent attirés par le mode de vie traditionnel et renforce la nécessité d'un programme qui soit en mesure de répondre à des besoins différents, souvent fonction de l'âge des participants.

Message

from the members

The members of the Cree Hunters and Trappers Income Security Program are pleased to present the 1997-1998 Annual Report and financial statements.

The first part of this report briefly describes the administrative structure and the rules governing the Cree Hunters and Trappers Income Security Program. The second part deals more specifically with the year's activities, i.e., the Cree population's participation in the program and the benefits paid. The year's financial results are given at the end of this report.

During the year, the representatives of the Cree Regional Authority and of the Government of Québec initiated discussions on revising the program following recommendations tabled by the Board in December 1995. This issue remains a priority for the Board. Providing Cree hunters and trappers with a program guaranteeing them adequate economic support remains a primary necessity. Indeed, the Program's client group rose 6.2% during 1997-1998, confirming the Crees' continuing interest in a traditional way of life.

The Board relies on a dynamic team of experienced members working at head office and in the Cree communities and wishes to thank all those who contribute on a daily basis to providing quality services.

At the same time, the Board wishes to acknowledge the work done by Mr. Kenneth Gilpin, whose term expired in June 1997, and thank him for his commitment and valuable contribution. We wish to welcome two new members who joined the Board during the year, namely Mr. Jean-Guy Dugré and Mr. Philip Awashish.



Program of Income Security for Cree Hunters and Trappers

The Board

The Board is an independent organization that administers the Cree Hunters and Trappers Income Security Program. The Government of Québec and the Cree Regional Authority are each responsible for appointing three of its six members. The length of the mandate is at the discretion of the authority responsible for the appointment. In addition, the chairmanship and vice-chairmanship alternate each year between the members appointed by the Government and those designated by the Cree Regional Authority. In 1997-1998, the Cree Regional Authority appointed the chairman.

Provisions respecting the constitution, responsibilities and powers of the Board are found in the *Act Respecting Income Security for Cree Hunters and Trappers who are beneficiaries under the Agreement concerning James Bay and Northern Québec* (R.S.Q., c. S.3-2).

As part of its mandate, the Board is responsible for reviewing Program operations, assessing results, examining complaints and claims, estimating costs and preparing budgets. To accomplish its tasks, it has certain regulatory powers for internal management as well as for establishing administrative procedures and criteria necessary for the application of the Program. The Board submits an annual report of its activities to the Government and the Cree Regional Authority. Members of the Board held five regular meetings during 1997-1998, as well as participating in selection interviews for hiring Board staff.

To fulfill its mandate, the Board has seventeen employees of whom eleven work in Cree communities and six at the head office in Sainte-Foy. The Board sets, by regulation approved by the Government, the staff level, salary scales and standards and other conditions of employment of its employees. A list of the members and employees of the Board is included in the schedule.

The funds required for the payment of benefits to Cree hunters and trappers and for the Board's

operations are voted annually by the National Assembly. The Board's fiscal year begins July 1 and the audited financial statements for 1997-1998 indicate that as at June 30, 1998, expenses totalled \$15,692,232, of which almost 94% represents benefits paid to beneficiaries and the remainder, \$950,974, covers the operating expenses of head office and the nine local offices in Cree villages.

The financial statements show benefit expenditures on a cash basis, while administrative expenses are shown on an accrual basis.

Benefit expenditures include both a portion of expenditures for the current year and part of the retroactive expenditures of prior years paid during the year. However, tables 1 to 8 refer to the benefit expenditures for the current year, which accounts for the difference between the financial statements and the tables.

The Program

The James Bay and Northern Québec Agreement signed on November 11, 1975, gave rise to the Cree Hunters and Trappers Income Security Program. The Program was set up in 1976 with the primary objective of encouraging the continuation and survival of a traditional way of life by, among other things, providing Cree hunters and trappers with a guaranteed income.

It is intended for Crees residing in Québec who carry out wildlife harvesting activities as a way of life. Harvesting activities include hunting, fishing and trapping as well as other related activities such as the making or repair of equipment; preparation; upkeep of traplines; processing, transportation and selling of products of these activities; domestic production of handicrafts; wildlife management; travel, etc.

This section summarizes the main rules covering eligibility for the Program and calculation of benefits. The program stipulates an annual family income but the eligibility of the beneficiary unit or family depends essentially on the activities of its head, i.e., the Cree beneficiary who, in view of native customs,

is considered to be the family provider, or who is an unattached individual 18 years of age or over. However, the calculation of benefits takes account of the activities of all members of the beneficiary unit.

When a Cree community sets up a local hunters and trappers committee, the name of the head of the beneficiary unit must appear on the list prepared by the committee. The list identifies "*persons who, according to community custom, are practising harvesting activities as a way of life in accordance with the harvesting traditions and rules of the community*" (section 31.1 of the Act). For 1997-1998, such a list was prepared for each community except Chisasibi and Wemindji.

To be eligible, the heads of beneficiary units or families must spend more time working at traditional activities than in wage employment. The Program sets a minimum of 120 days. This requirement must be met during the year preceding the application, in effect requiring a qualifying year during which no benefits are paid.

Heads of families must meet the same requirements each year to maintain the eligibility of their beneficiary units. Certain exceptions are made for unusual circumstances.

Benefits are calculated primarily as a function of harvesting activities, since the greater portion of the payments reflects the number of days the adult members of the unit spend in the bush. Consequently, families of the same size can have different incomes.

The calculation of benefits takes the following factors into account: the amount of time spent hunting, fishing and trapping; the annual income of the unit and the size of the family. Benefits are calculated in two stages. First, an amount is paid for each day spent in the bush by the head of the unit and the consort for harvesting or related activities. The Act provides for a maximum of 240 days payable per adult. In 1997-1998, the daily allowance was \$41.24 for a possible maximum of \$9,898 for each adult or \$19,796 for a unit of two adults.

Second, a supplementary amount, known as the guaranteed basic amount, based on the size and income of the unit can be added to the daily allowance. The rates used for this calculation are given in Table 6. The basic amount is reduced by 40%

of the unit's net income and by 100% of old age security benefits. Unless specifically excluded by the Act or the regulations, all amounts received by members of the unit as earnings or wages, including daily allowances paid under the Program, are considered income.

Although the basic rule requires that harvesting activities constitute the way of life of beneficiaries, they can still take part in certain economic activities in the region by working on a seasonal basis, which enables them to supplement their income. However, the beneficiary cannot do the reverse, i.e. hold a regular job and supplement his income with Program benefits. In addition, Program benefits cannot be received at the same time as benefits under another federal or provincial income security program.

Accordingly, the Program is designed specifically for persons who carry on a traditional way of life and tries to provide them with a guaranteed income on the basis of these activities.

Benefits are calculated on an annual basis and are paid to beneficiaries in four instalments on or about September 1, January 1, April 1 and June 30. This calendar corresponds, as much as possible, to that of hunters and trappers and the payments are therefore made when most of them are in their respective communities.

Activities

in 1997-1998

Participation in the Program

The Cree Hunters and Trappers Income Security Program is aimed exclusively at James Bay Crees who are beneficiaries of the James Bay and Northern Québec Agreement, reside in Québec and are members of one of the nine Cree communities of Mistissini, Chisasibi, Waskaganish, Waswanipi, Wemindji, Eastmain, Whapmagoostui, Nemaska and Ouje-Bougoumou.

In May 1998, 12,728 persons were enrolled as members of these communities and entitled to benefit from the Agreement. Of these, 12,176 were residents of the James Bay Territory, the region covered by the Agreement which includes not only the Cree villages but also towns such as Chibougamau, Chapais, Amos, Senneterre and Val d'Or. A number of families enrolled in the program, particularly in the case of members of the Waswanipi community, live outside the Cree villages.

Since 1993-1994, participation in the Program had been falling, particularly in terms of the number of beneficiary units enrolled. Enrollment had dropped from 1,230 units in 1993-1994 to 1,178 in 1995-1996 then rebounded to 1,190 in 1996-1997. This upward trend was confirmed in 1997-1998 when 1,264 units participated in the Program, an increase of 6.2% over 1996-1997.

In 1997-1998, participation rose in all communities except Waswanipi. The following table shows the main changes in the number of units over the last five years:

	93-94	94-95	95-96	96-97	97-98
Mistissini	268	249	245	258	269
Chisasibi	322	336	324	319	351
Waskaganish	127	121	117	116	121
Waswanipi	158	150	143	142	141
Wemindji	121	117	128	141	145
Eastmain	27	30	33	34	42
Whapmagoostui	91	80	76	71	72
Némiscau	48	48	50	51	52
Oujé-Bougoumou	70	62	62	58	71
Total	1 230	1 193	1 178	1 190	1 264

Chisasibi, Wemindji, Eastmain and Nemaska recorded a substantial increase. The decline in participation in recent years in Mistissini and Ouje-Bougoumou reversed itself in 1997-1998, with enrollment returning to, and even exceeding, 1993-1994 levels. While participation rates are below those of five years ago, the upward trend was reflected in the other communities. Program beneficiary units are shown in Table 1 and are distributed according to the proportion of adults and children making up the units for 1997-1998.

In spite of the increase in the number of enrolled beneficiary units and overall participation, it is once again to be noted that the profile of beneficiary units has changed over the last few years. An increasing number of single persons are enrolled in the Program while the number of families is falling. The number of beneficiary units consisting of two adults, 566, accounts for only 44.8% of units compared with 49.1% in 1993-1994. During the same period, the number of children enrolled as dependants fell from 1,091 to 866, or 32.1% of unit members.

The figures in Table 2 refer to the age of beneficiaries and the distribution of these units by number of adults. Units consisting of a single adult are concentrated mainly in the under-28 group which accounts for 28.8% of those enrolled.

Compared to 1996-1997, the distribution of beneficiary units according to the age of the applicant shows an increase in each age group, except the 68-or-over age group. The greatest changes are in the 18-27 and 48-57 groups, where enrollment rose by 14.5% and 16.4% respectively. In 1997-1998, there were 94 new applications for enrollment in the Program, of which 69 were applications for reinstatement following an absence of at least one year. Most of these new applications, i.e., 53, were made by individuals under 25.

The increased number of units produced a rise in the participation rate, as shown in Table 3. In 1997-1998, 22.1% of the Cree population residing in the Territory participated in the Program, up 0.4% compared with the preceding year.

This increase in participation has obviously had an impact on the number of days engaged in traditional activities and, consequently, on the costs of the program for 1997-1998.

Person-days

Beneficiary units derive their income mainly from the number of days spent in traditional activities. The Act sets a maximum of 240 days payable per adult, as well as an overall limit of 350,000 days.

In 1997-1998, all units enrolled in the Program were paid for a total of 326,748 days. Table 4 shows the breakdown of days by type of activity. Apart from the number of days spent in the bush, days granted as maternity leave are included, as well as days spent participating in the activities of local committees responsible for drawing up the list of Cree hunters and trappers in each community. In the first case, a maximum of 72 days is allowed while up to 10 days can be claimed in the second.

The difference between the number of days spent in the bush and the number of days paid is partly due to the fact that the Program sets a maximum of 240 days payable per adult. Days in excess of 240 are not remunerated. In addition, the Act stipulates that when a beneficiary receives income or wages for a day (e.g. workers' compensation, employment insurance benefits, etc.), the daily allowance is not paid. When these amounts are paid to the head of the beneficiary unit, the result is that the consort is disqualified from payment for days spent in the bush.

The number of days paid rose 5.5% from last year, from 309,836 to 326,748 days. This increase results directly from the number of enrolled units, since the average number of days, both per unit and per adult, has remained stable over the last three years.

Year	Average Days	
	Per unit	Per adult
1995-1996	259	176
1996-1997	260	178
1997-1998	259	179

Benefits paid

Under the Program, benefits are indexed each year to the cost of living in Québec. The rate is based on the index used for the Québec Pension Plan. The parameters used in the calculations for 1997-1998 were increased by 1.7% compared with 1996-1997, and are shown in Table 6.

In 1997-1998, benefits totalled \$14,967,906 compared with \$13,980,879 in 1996-1997, an increase of about 7.0% attributable mainly to the change in the number of participants. The amounts paid and the average per unit are broken down by community in Tables 7 and 8.

Table 7 shows the distribution of amounts paid between the guaranteed basic amount and the daily allowance. In 1997-1998, the basic amount accounted for 10.4% of payments.

	Basic Amount	Per diem	Total
	\$	\$	\$
1996-1997	1 458 746	12 563 889	14 022 635
1997-1998	1 556 066	13 472 698	15 028 764

When the Program started, the basic amount accounted for 24% of total payments. This proportion has gradually declined and has stabilized near 10% in recent years. This trend in the composition of benefits paid is mainly the result of changes in the Program's client group. The decrease in the number of families compared to single individuals enrolled and the increase in the number of hunters older than 65 have combined to significantly reduce the portion of benefits attributable to the basic amount. These are the participants who receive little or no basic amount. For instance, no basic amount is paid to hunters 65 or over who receive an old age pension.

There are also many changes in the average benefits paid to beneficiary units, which are distributed as follows:

Benefits (\$)	Number of units	%
0 - 5 999	135	10,7
6 000 - 11 999	677	53,6
12 000 - 17 999	174	13,8
18 000 - 23 999	249	19,7
24 000 +	29	2,2

Fairly substantial expenditures on equipment and transportation are required to participate in hunting, fishing and trapping activities. In addition to these costs, hunters must also continue to cover the costs of maintaining a residence in the community. Most hunters must therefore combine traditional activities and seasonal employment to earn enough income.

In 1997-1998, for instance, Program benefits provided about 77% of hunters' income as a whole, with the balance drawn from outside sources consisting mainly of seasonal jobs.

Year	Benefits \$	Other income \$
1996-1997	13 980 879	4 278 234
1997-1998	14 967 906	4 458 131

Accordingly, it can be seen that the increase in benefits in 1997-1998 is directly proportional to the number of enrolled beneficiary units since the other parameters indicating participation in the program have remained essentially unchanged from last year.

CONCLUSION

The Program provides essential economic support that enables Cree hunters and trappers to continue a traditional way of life. Traditional activities retain their importance even though there have been many changes in the composition of the Program's client group and in participation in such activities. Some Cree hunters and trappers have been enrolled in the Program for many years and rely on it as their family's sole economic support. However, a growing number of Cree hunters and trappers are turning to external resources for their economic security, which has an effect on participation in traditional activities. The growth in the client group over the last two years seems to indicate that young people continue to be attracted by the traditional way of life, and reinforces the need for a program that can respond to different needs, which often depend on the age of participants.

ד.ד.ר ד. ארצות, 566 ד נה
כדכדכ ד סה רהה, ג 44.8
דד 100 דדד, 1993-1994 ב
דדד דדד 49.1 דד 100 ד
נה, ל.ב. ל ד, דדדד ד ד.ד.ר
ר דדד דדד, 1,091
דד נה דדד דד, ג 866 ד נה
דד, ד ל 32.1 דד 100 ד נה
דד ד.ד.ר ד נה ל דד
דדדדד דדדדד.

דדדדד דדדדד 2 ב דדדד דד
לדדדד דדדדדד דדד דדדדדד
דדדדדד דד דדדדדד דדדדד
כדכדכ. דד ד.ד.ר ד כדכדכ דד
דד לדדדד דד דד דד 28
דדדדדד דד ל ד נה דדדד
דדדדדד דדדדד דדד. 28.8
דדד 100 ד נה.

ד דדדדדדד ב נה דד ב
דדדדדד ד.ד.ר ב דדדדד
דדדדדד ל.ב. 1996-1997 ב
דדדדד דדדדד, דדד דדדדד
דד דדד ד גהה דדד דדדד
דדד ד דדדדד, ג דד 68 ד
דדדדדד ד ל דדד ד דדדד
דדדדד ג דד דדד גהה. דדדד
18 אד 27 ד דדדדד ד ל 48
אד 57 ד דדדדד דדדדד לד
דדד לנה, 14.5 דדד 100 ד
דדד דדד גהה דד 18 אד 27
ד דדדדד ד ל 16.4 דדד 100
דדד ד דדד גהה דד 48 אד
57 ד דדדדד. 1997-1998 ב
דדדד דדדד, 94 ר נה ד
דדדד ד.ד.ר דדדדד דד דדדדד.
69 ל דדדד ב נה דדדד דד
ד.ד.ר ד דד דד דדדדד
דדדדד דדד דד, ד.ב.ב כדכדכ
ד דד ב דדדדד, ג ל דד ד
דדדדד, ל.ב. ל דד דדד
לד ב ד.ד דדדדד דדדדד, 53
דד נה, דד דד 25 ב
דדדדדד.

דד דדדדד ל דדדד דדד ב
דדדדד דדדדד ב דדדדדד דד
דדדדד ל ב נה ד.ד.ר ב דדדדד,

.ל דדדד ד דדדדד דדד 3
ב דדדד. 1997-1998 ב דדדד
דדדד, 22.1 דדד 100 ד נה
א דדדד ל דדד דדד דדד
ר דדדדד דדדדד, דדד דדדדד
0.4 דדד 100 דד דדד דדדדד
דדדד ב נה ד.ד.ר דד דדדדד
דדדדד דדדדד ב נה דדד דדד
ב ד ל אד.

דדד ל דד גהה ד.ד.ר דדדדד
דד דדדדד, דדד דדד גהה דדד
ר דדדדדד דדדד. דדד ד
דדדד דד דדד גהה ר דדדדד
דד ד נכדדדד 1997-1998 ב
דדדדד דדדד.

כד ד.ד.ר דדדד

דד ד.ד.ר דדדדד דדדדד דד
דד דד דדדדד דד דדדדדד
דדד דדד דדד דדדדדד
דדדד, דדד דדדדדד. דדדד
ג 240 דד דדד ל ר דדד נכדדד
דדד כדכדכ דד ל ל 350,000
דד דד ר דדד נכדדדדד ל.

1997-1998 ב דדדד דדדד
326,748 דד דדד ל ר דדד
נכדדדדדד דד ד.ד.ר ב דדדד
דדדדד ד דדדדד. דדדד
גדדדד 4 ב דדדד דדד דד
דדד ב נכדדדדד דדד ל.ב. ד
דדדדד. דדדדדדד דדד דד
דדד דדד ד.ד.ר דדד דדד
דד ל נכדדדדד דדד ל.ב. דדדד
ד.ד.ר ד.ד.ר ד.ד.ר דד ב
דדדדד ל דדדד ד.ד.ר דדד
דדד דדדד. דד ל דדד
דדדדד ד.ד.ר ג 72 דד דדד ב
ר דדד נכדדדד דד ג 10 דד
דדד ב ר דדד נכדדדד דד דד.

דדד ד.ב דד כדכדד דדדד דד
דד דדד ב ד.ד.ר דדד דדד
דד דד דד דדד ב נכדדדדדד, דד

Tableaux
Tables

ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ

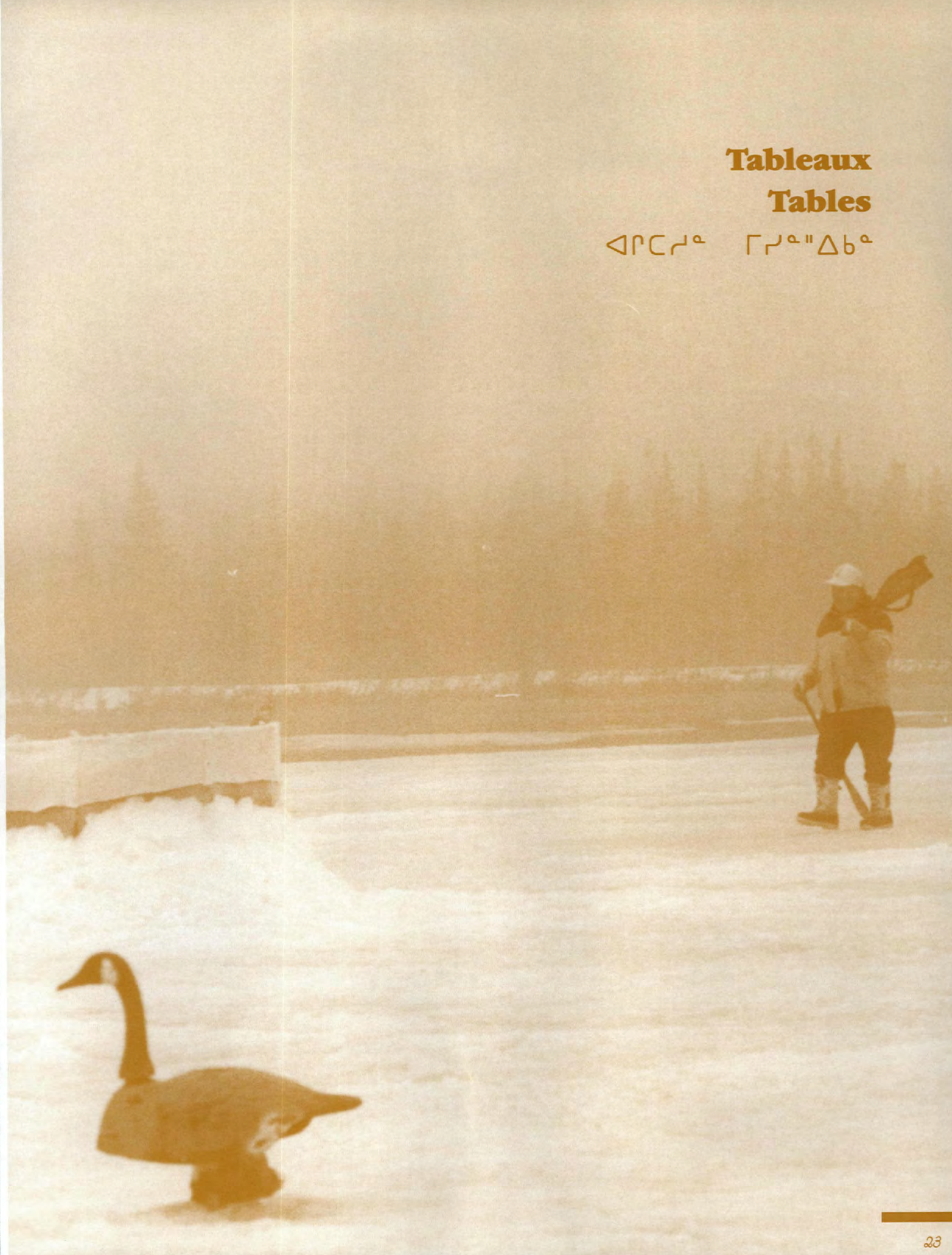


Tableau / Table 7

ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ

PRESTATAIRES DU PROGRAMME BENEFICIARIES OF THE PROGRAM

ᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ

COMMUNAUTÉ COMMUNITY ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	UNITÉS UNITS ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	STRUCTURE DES UNITÉS COMPOSITION OF UNITS		TOTAL TOTAL ᐱᐱ
		ADULTES ADULTS ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	ENFANTS CHILDREN ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	
		ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	
MISTISSINI ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	269	416	247	663
CHISASIBI ᐱᐱᐱᐱᐱ	351	466	161	627
WASKAGANISH ᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	121	172	52	224
WASWANIPI ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	141	204	98	302
WEMINDJI ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	145	205	101	306
EASTMAIN ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	42	63	20	83
WHAPMAGOOSTUI ᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	72	115	63	178
NÉMISCAU/NEMASKA ᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	52	78	46	124
OUJÉ-BOUGOUMOU ᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	71	111	78	189
TOTAL ᐱᐱ	1 264	1 830	866	2 696

Tableau / Table 2

ᐃᑦᑕᑦᑕ ᑦᑕᑦᑕᑦᑕᑦ

UNITÉS DE PRESTATAIRES SELON L'ÂGE DU CHEF DE L'UNITÉ BENEFICIARY UNITS ACCORDING TO AGE OF THE HEAD OF THE UNIT

ᐃ ᑕᑕᑕᑦᑕ ᑦᑕ ᐃᑦᑕᑦᑕᑦᑕ ᐃᑦᑕ ᐃᑦᑕ ᐃ ᑦᑕᑦᑕᑦᑕ

GROUPE D'ÂGE AGE GROUP ᐃ ᐃᑦᑕᑦᑕᑦᑕ	UNITÉS SELON LE NOMBRE D'ADULTES UNITS ACCORDING TO NUMBER OF ADULTS ᐃ ᐃᑦᑕᑦᑕᑦᑕ ᑦᑕᑦᑕᑦᑕ ᐃᑦᑕᑦᑕᑦᑕ		TOTAL TOTAL ᐃᑦᑕ	% DU TOTAL % OF TOTAL ᐃᑦᑕ ᐃᑦᑕᑦᑕ 100 ᐃᑦᑕᑦᑕ
	1 ADULTE 1 ADULT 1 ᑦᑕᑦᑕᑦᑕ	2 ADULTES 2 ADULTS 2 ᑦᑕᑦᑕᑦᑕ		
	18-27	298		
28-37	134	103	237	18,7
38-47	45	60	105	8,3
48-57	42	93	135	10,7
58-67	54	132	186	14,7
68+	125	112	237	18,8
TOTAL ᐃᑦᑕ	698	566	1 264	100,0

RÉPARTITION DES UNITÉS DE PRESTATAIRES DISTRIBUTION OF BENEFICIARY UNITS

ᐃᑦᑕᑦᑕ ᑦᑕ ᐃᑦᑕᑦᑕᑦᑕ ᐃ ᐃᑦᑕᑦᑕᑦᑕ ᐃᑦᑕᑦᑕᑦᑕ

CHEF HEAD ᐃᑦᑕᑦᑕ ᐃᑦᑕ ᐃ ᑦᑕᑦᑕᑦᑕ	UNITÉS SELON LE NOMBRE D'ADULTES UNITS ACCORDING TO NUMBER OF ADULTS ᐃ ᑦᑕᑦᑕᑦᑕ ᑦᑕᑦᑕᑦᑕ		TOTAL TOTAL ᐃᑦᑕ	% DU TOTAL % OF TOTAL ᐃᑦᑕ ᐃᑦᑕᑦᑕ 100 ᐃᑦᑕᑦᑕ
	1 ADULTE 1 ADULT 1 ᑦᑕᑦᑕᑦᑕ	2 ADULTES 2 ADULTS 2 ᑦᑕᑦᑕᑦᑕ		
	FEMMES/WOMEN ᐃᑦᑕᑦᑕᑦᑕ	234		
HOMMES/MEN ᐃᑦᑕᑦᑕᑦᑕ	464	550	1 014	80,2
TOTAL ᐃᑦᑕ	698	566	1 264	100,0

Tableau / Table 3
ᐃᑲᑲᑲ ᑲᑲᑲᑲᑲ

**PARTICIPATION AU PROGRAMME
 PARTICIPATION IN THE PROGRAM**

ᐃᑲᑲᑲᑲ ᑲᑲᑲᑲᑲ

COMMUNAUTÉ COMMUNITY	POPULATION CRIE CREE POPULATION		PRESTATAIRES DU PROGRAMME BENEFICIARIES OF THE PROGRAM	
	MEMBRES ¹ MEMBERS ¹	RÉSIDENTS ² RÉSIDENTS ²	INSCRIPTIONS ENROLLMENT	% ³ %
ᐃᑲᑲᑲ	ᐃᑲᑲᑲ ᐃᑲᑲᑲᑲ (1)	ᐃᑲᑲᑲ ᑲᑲᑲ ᐱ (2)	ᑲᑲᑲᑲᑲ ᑲᑲᑲᑲᑲᑲ ᐃᑲᑲᑲᑲᑲ	ᐃᑲᑲᑲ 100 ᐃᑲᑲᑲᑲᑲ ᑲᑲᑲᑲᑲ (3)
MISTISSINI ᑲᑲᑲᑲ	2 763	2 689	663	24,7
CHISASIBI ᑲᑲᑲᑲ	3 086	3 037	627	20,6
WASKAGANISH ᑲᑲᑲᑲᑲᑲ	2 018	1 800	224	12,4
WASWANIPI ᑲᑲᑲᑲᑲ	1 455	1 392	302	21,7
WEMINDJI ᑲᑲᑲᑲᑲ	1 081	1 024	306	29,9
EASTMAIN ᐃᑲᑲᑲ	547	525	83	15,8
WHAPMAGOOSTUI ᑲᑲᑲᑲᑲᑲᑲᑲ	670	669	178	26,6
NÉMISCAU/NEMASKA ᑲᑲᑲᑲᑲ	542	505	124	24,6
OUJÉ-BOUGOUMOU ᐃᑲᑲᑲᑲ	566	535	189	35,3
TOTAL ᑲᑲᑲ	12 728	12 176	2 696	22,1

<p>1 Membres des communautés (Registre des populations autochtones du 4 juin 1998)</p> <p>2 Membres résidant sur le Territoire de la Baie James (Registre des populations autochtones du 4 juin 1998)</p> <p>3 Pourcentage des résidents inscrits au programme</p>	<p>1 Members of the communities (Enrollment Commission List of June 4, 1998)</p> <p>2 Members residing in the James Bay Territory (Enrollment Commission List of June 4, 1998)</p> <p>3 Percentage of residents enrolled on the Program</p>	<p>(1) ᐃᑲᑲᑲ ᐃᑲᑲᑲᑲ ᐃᑲᑲᑲ ᑲᑲᑲ ᑲᑲᑲᑲᑲ ᐃᑲᑲᑲ ᑲᑲᑲᑲᑲᑲ ᐃᑲᑲᑲᑲ ᐃᑲᑲᑲᑲ ᐃᑲᑲᑲᑲᑲᑲ ᑲᑲᑲᑲᑲᑲ ᑲᑲᑲᑲᑲᑲᑲ 4, 1998.</p> <p>(2) ᐃᑲᑲᑲ ᐃᑲᑲᑲᑲ ᑲᑲᑲ ᐃᑲᑲ ᐃᑲᑲᑲ ᑲᑲᑲ ᐃᑲᑲᑲ ᐃᑲᑲᑲᑲ ᐃᑲᑲᑲᑲᑲᑲ ᑲᑲᑲᑲᑲᑲᑲ ᑲᑲᑲᑲᑲᑲᑲ 4, 1998.</p> <p>(3) ᐃᑲᑲᑲ ᐃᑲᑲᑲᑲ ᐃᑲᑲᑲᑲᑲ 100 ᐃᑲᑲᑲ ᐃᑲᑲᑲᑲᑲᑲ ᑲᑲᑲᑲᑲᑲᑲ ᐃᑲᑲᑲᑲᑲᑲᑲ</p>
--	---	--

Tableau / Table 7
 41C1e 11e"Δbe

RÉPARTITION DES JOURS
 DISTRIBUTION OF DAYS

6 Δ1Cσ26 Δ1166.40 4.4e1

COMMUNAUTÉ COMMUNITY ΔCΔe	ACTIVITÉS ACTIVITIES ααδ 6.6e 41 3CPδ6			JOURS RÉMUNÉRÉS PAID DAYS Δ1166.40 41 11"ΔL6		
	BOIS ¹ BUSH ¹ δ116 (1)	COMITÉ ² COMMITTEE ² 611 (2)	MATERNITÉ ³ MATERNITY ³ Δ6e 4116.41 4.41 (3)	CHEF HEAD 411 4e 6 11e1 1-Δ116e 4.41	CONJOINT CONSORT	TOTAL LJ
MISTISSINI 111111	76 511	1	286	49 240	25 683	74 923
CHISASIBI 111111	91 544	0	267	68 172	18 432	86 604
WASKAGANISH 4116"Δbe	31 379	0	52	23 130	7 245	30 375
WASWANIPI 41.4eA	40 334	0	0	27 542	11 727	39 269
WEMINDJI 4Δ1e1	39 437	0	93	27 938	8 074	36 012
EASTMAIN Δ1L6	9 454	0	0	6 817	1 859	8 676
WHAPMAGOOSTUI 41A1d131	19 280	0	17	12 193	6 132	18 325
NÉMISCAU/NEMASKA αL6e	14 684	0	0	9 697	4 278	13 975
OIJÉ-BOUGOUMOU Δ1>6J	19 104	1	172	12 759	5 830	18 589
TOTAL LJ	341 727	2	887	237 488	89 260	326 748

1 Jours passés dans le bois

2 Participation aux activités du comité local

3 Congés de maternité

1 Days spent in the bush

2 Participation in the activities of the local committee

3 Maternity leave

(1) 11 116e δ116 6 C6 4.4e1

(2) 11 116e 6 4111116 611 4.4e1

(3) Δ6e 4111116 4.41 1116.41

Tableau / Table 5

ᐃᑦᑕᑦᑦ ᑦᑦᑦᑦᑦᑦ

MOYENNE DE JOURS RÉMUNÉRÉS

AVERAGE DAYS PAID

ᐃᑦᑕᑦᑦᑦ ᑦᑦᑦᑦ ᑦᑦᑦᑦ ᑦᑦᑦᑦ ᑦᑦᑦᑦᑦᑦᑦᑦ

COMMUNAUTÉ COMMUNITY ᐃᑦᑕᑦᑦ	PAR UNITÉ PER UNIT ᑦᑦᑦᑦᑦᑦ	PAR CHEF PER HEAD ᑦᑦᑦᑦ ᑦᑦᑦᑦ ᑦᑦᑦᑦᑦᑦᑦᑦ	PAR CONJOINT PER CONSORT ᑦᑦᑦᑦ ᑦᑦᑦᑦᑦᑦᑦ ᑦᑦᑦᑦ	PAR ADULTE PER ADULT ᑦᑦᑦᑦ ᑦᑦᑦᑦᑦᑦ
MISTISSINI ᑦᑦᑦᑦᑦ	279	183	175	180
CHISASIBI ᑦᑦᑦᑦᑦ	247	194	160	186
WASKAGANISH ᑦᑦᑦᑦᑦᑦᑦᑦᑦ	251	191	142	177
WASWANIPI ᑦᑦᑦᑦᑦᑦᑦ	279	195	186	192
WEMINDJI ᑦᑦᑦᑦᑦᑦ	248	193	135	176
EASTMAIN ᐃᑦᑦᑦᑦ	207	162	89	138
WHAPMAGOOSTUI ᑦᑦᑦᑦᑦᑦᑦᑦᑦᑦ	255	169	143	159
NÉMISCAU/NEMASKA ᑦᑦᑦᑦᑦᑦ	269	186	165	179
OUJÉ-BOUGOUMOU ᑦᑦᑦᑦᑦᑦᑦ	262	180	146	167
TOTAL ᑦᑦᑦᑦ	259	188	158	179

Tableau / Table 6
 ᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ

PARAMÈTRES DE CALCUL
 CALCULATION PARAMETERS

ᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ

	1996-1997 \$	1997-1998 \$
Allocation journalière/Daily Allowance ᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱ	40,55	41,24
Montant de base/Basic Amount ᐱᐱ ᐱᐱ ᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ		
Par adulte/Per adult ᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱ	3 434	3 493
Par enfant/Per child ᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱ	1 377	1 400
Par unité/Per unit ᐱᐱᐱᐱᐱ	1 377	1 400

Tableau / Table 7

TOTAL DES PRESTATIONS ACCORDÉES TOTAL BENEFITS PAID

ᑲ ᐃᓂᐱᓂ ᑎᑕᑕᑲᑲᑲᑲᑲ ᑲᑲ

COMMUNAUTÉ COMMUNITY ᐃᑕᑕᑲᑲ	MONTANT GARANTI (\$) / GUARANTEED AMOUNT (\$) ᑲᑲ ᑕᑕ ᐃᑕᑲ ᑕᑲ ᑎᑕᑕᑲᑲᑲᑲᑲ		ALLOCATION JOURNALIÈRE (\$) / DAILY ALLOWANCE (\$) ᐃᑲᑲᑲᑲ ᑕᑕᑕᑲ ᑕᑕ ᑎᑕᑕᑲᑲᑲ		TOTAL (\$) / TOTAL (\$) ᑲᑲ	
	1996-1997	1997-1998	1996-1997	1997-1998	1996-1997	1997-1998
	MISTISSINI ᑲᑲᑎᑲᑲ	412 564	439 231	3 069 396	3 089 845	3 481 960
CHISASIBI ᑲᑲᑲᐱ	298 524	314 198	3 054 149	3 571 586	3 352 673	3 885 784
WASKAGANISH ᑕᑕᑲᑲᑲᑲᑲᑲ	102 042	108 873	1 189 745	1 252 680	1 291 787	1 361 553
WASWANUPI ᑕᑕᑕᑲᑲᑲ	199 610	201 042	1 498 129	1 619 466	1 697 739	1 820 508
WEMINDJI ᑕᑕᑲᑲᑲ	160 550	166 423	1 455 185	1 485 162	1 615 735	1 651 585
EASTMAIN ᐃᑲᑲᑲ	19 228	26 360	329 833	357 800	349 061	384 160
WHAPMAGOOSTUI ᑕᑕᑲᑲᑲᑲᑲᑲ	111 267	96 709	756 383	755 728	867 650	852 437
NÉMISCAU/NEMASKA ᑕᑕᑲᑲᑲ	79 926	86 019	568 349	576 333	648 275	662 352
OUJÉ-BOUGOUMOU ᐃᑲᑲᑲᑲ	75 035	117 211	642 720	764 098	717 755	881 309
TOTAL ¹ ᑲᑲ (1)	1 458 746	1 556 066	12 563 889	13 472 698	14 022 635	15 028 764

1 Montants payables avant les déductions d'aide sociale

1 Amounts payable before welfare has been deducted

(1) ᑲ ᐃᓂᐱᓂ ᑎᑕᑕᑲᑲᑲᑲᑲ ᑕᑕᑲᑲᑲ ᐃᑕᑕᑲᑲᑲᑲ ᑕᑕᑲᑲᑲᑲᑲᑲ ᑕᑕᑲᑲᑲᑲᑲᑲ

MOYENNE DES PRESTATIONS PAR UNITÉ
 AVERAGE BENEFITS PER UNIT

ᐃᑦᑕᑦᑕᑦ ᑦᑕᑦᑕᑦᑕᑦ ᐃᑦᑕᑦᑕᑦ ᑦᑕᑦᑕᑦᑕᑦ ᐃᑦᑕᑦᑕᑦ

COMMUNAUTÉ COMMUNITY ᐃᑕᑕᑦᑕᑦ	TOTAL (\$)ᑦ TOTAL (\$)ᑦ ᑕᑕᑦ (ᑦᑕᑦᑕᑦ)		MOYENNE (\$) / UNITÉ AVERAGE (\$) / UNIT ᑕᑕᑦ ᐃᑦᑕᑦᑕᑦ	
	1996-1997	1997-1998	1996-1997	1997-1998
MISTISSINI ᑦᑕᑕᑦᑕᑦ	3 467 746	3 523 219	13 441	13 097
CHISASIBI ᑦᑕᑕᑦᑕᑦ	3 341 656	3 870 596	10 475	11 027
WASKAGANISH ᐃᑕᑕᑦᑕᑦᑕᑦ	1 291 787	1 360 674	11 136	11 245
WASWANIPĪ ᐃᑕᑕᑦᑕᑦᑕᑦ	1 688 558	1 800 767	11 891	12 771
WEMINDJĪ ᐃᑕᑕᑦᑕᑦᑕᑦ	1 612 061	1 649 035	11 433	11 373
EASTMAIN ᐃᑕᑕᑦᑕᑦᑕᑦ	349 061	384 160	10 267	9 147
WHAPMAGOOSTUI ᐃᑕᑕᑦᑕᑦᑕᑦᑕᑦ	865 668	849 135	12 193	11 794
NÉMISCAU/NEMASKA ᐃᑕᑕᑦᑕᑦᑕᑦᑕᑦ	646 587	657 590	12 678	12 646
OIJÉ-BOUGOUMOU ᐃᑕᑕᑦᑕᑦᑕᑦᑕᑦ	717 755	872 730	12 375	12 292
TOTAL ¹ ᑕᑕᑦ (1)	13 980 879	14 967 906	11 749	11 842

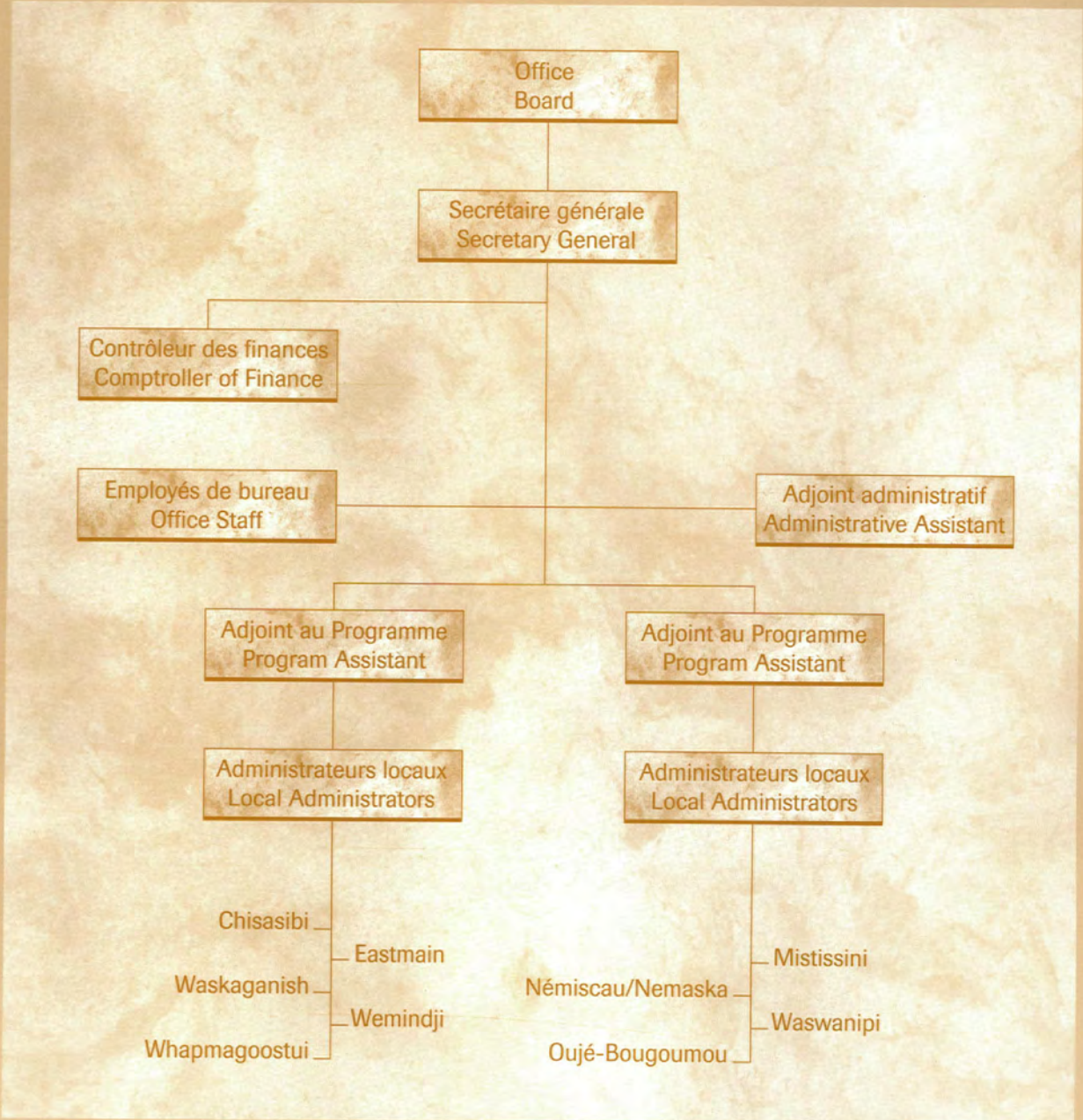
1 Montants accordés une fois déduits les montants provenant des programmes d'aide sociale

1 Amounts granted after the amounts received under welfare programs have been deducted

(1) ᑕᑕᑦ ᐃᑦᑕᑦᑕᑦ ᐃᑦᑕᑦᑕᑦᑕᑦ ᐃᑦᑕᑦᑕᑦ ᐃᑦᑕᑦᑕᑦᑕᑦ ᐃᑦᑕᑦᑕᑦᑕᑦ ᐃᑦᑕᑦᑕᑦᑕᑦ ᐃᑦᑕᑦᑕᑦᑕᑦ ᐃᑦᑕᑦᑕᑦᑕᑦ

*Organigramme
Organization Chart*

ᐱᐃᐅᐅᐅᐅᐅᐅ ᐱᐃᐅᐅᐅᐅᐅᐅ



Membres de l'Office
Members of the Board

ᓱᓗᑦᓴᓴᑦ ᑲᓴᓴᑦ

(1997-1998)

Administration régionale crie
Cree Regional Authority

ᑲᓴᓴᑦ ᑲᓴᓴᑦᑲᓴᓴᑦ

George Wapachie, Président/Chairman
Willie Iserhoff
Kenneth Gilpin

Gouvernement du Québec
Government of Québec

ᑲᓴᓴᑦ ᑲᓴᓴᑦᑲᓴᓴᑦ

Gérald Lemoyne, Vice-président/Vice-chairman
Guy Girouard
Jean-Guy Dugré

Personnel de l'Office (au 31 décembre 1998)
Personnel of the Board (as of December 31, 1998)

ᑲᓴᓴᑦ ᑲᓴᓴᑦᑲᓴᓴᑦ

SIÈGE SOCIAL
HEAD OFFICE

ᑲᓴᓴᑦ ᑲᓴᓴᑦᑲᓴᓴᑦ

Monique Caron
Secrétaire générale
Secretary General

Régent Brind'Amour
Contrôleur des finances
Comptroller of Finance

Julian Blacksmith
Adjoint
Assistant

Marie-Claude Thibault
Adjointe administrative
Administrative Assistant

Monique Latouche
Secrétaire
Secretary

Thelma Ste-Croix
Secrétaire
Secretary

COMMUNAUTÉS CRIES
CREE COMMUNITIES

ᑲᓴᓴᑦ ᑲᓴᓴᑦᑲᓴᓴᑦ

Adjoint au programme
Program Assistant

Mistissini: Peter Shecapio

Administrateurs locaux
Local Administrators

Mistissini: George Shecapio
Chisasibi: Allen Neacappo
Sally Herodier

Waskaganish: Lizzie Diamond
Waswanipi: Jacob Gull
Wemindji: Reggie Mark
Eastmain: Fred Tomatuk
Whapmagoostui: Elizabeth Masty
Némiscau/Nemaska: Lindy Moar
Oujé-Bougoumou: Winnie Bosum

États financiers

Financial Statements

ᐅᑭᓇ ᐱᓇ ᐸᓇ ᐅᐸᐸᓇ ᐸᓇ

Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
Cree Hunters and Trappers Income Security Board

États financiers de l'exercice terminé le 30 juin 1998
Financial Statements for the Year Ended June 30, 1998

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées énoncées à la note 2 des états financiers. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

L'Office reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de l'Office, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion.

MANAGEMENT'S REPORT

The financial statements of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board have been drawn-up by management, which has the responsibility for their preparation and their presentation, including responsibility for significant accounting judgements and estimates. This responsibility includes the choice of accounting policies and methods that are appropriate, disclosed in note 2 of the financial statements. Financial information included elsewhere in the annual report agrees with information presented in the financial statements.

Towards meeting its responsibilities, management maintains a system of internal accounting controls, designed to provide reasonable assurance that property is safeguarded and that transactions are correctly and promptly recorded, that they are duly approved and permit the production of reliable financial statements.

The board acknowledges its responsibility to manage its operations in compliance with those laws and regulations to which it is subject.

The Auditor General of Québec has conducted an audit of the financial statements of the Board, in accordance with generally accepted auditing standards and his auditor's report discloses the nature and the scope of this audit and the opinion expressed.

POUR/ON BEHALF OF
L'OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU
REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS



George Wapachee
Québec, le 3 septembre 1998

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs pris au 30 juin 1998 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Office. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de l'Office au 30 juin 1998 ainsi que les résultats de ses opérations et de l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la *Loi sur le Vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

AUDITOR'S REPORT

To the National Assembly

I have audited the balance sheet of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board as at June 30, 1998 and the statement of operations and surplus for the year then ended. These financial statements are the responsibility of the Board's management. My responsibility is to express an opinion on these financial statements based on my audit.

I conducted my audit in accordance with generally accepted auditing standards. Those standards require that I plan and perform an audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting policies used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statement presentation.

In my opinion, these financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Board as at June 30, 1998 and the results of its operations and the changes in its financial position for the year then ended in accordance with the accounting policies disclosed in note 2. As required by the *Auditor General Act* (R.S.Q., chapter V-5.01), I report that, in my opinion, these policies have been applied on a basis consistent with that of the preceding year.

Le vérificateur général du Québec,



Guy Breton, FCA

Québec, le 3 septembre 1998

OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS
CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY BOARD

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 1998
 OPERATIONS AND SURPLUS FOR THE YEAR ENDED JUNE 30, 1998

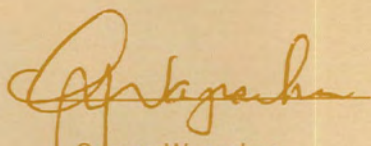
		1998	1997
REVENUS	REVENUE		
Contribution du gouvernement du Québec	Contribution from gouvernement du Québec	15 676 258 \$	14 713 670 \$
Intérêts	Interests	3 348	2 466
		<u>15 679 606</u>	<u>14 716 136</u>
DÉPENSES	EXPENDITURE		
Prestations de sécurité du revenu	Income security benefits	14 741 258	13 772 870
Frais d'administration	Administrative expenditure		
Traitements et avantages sociaux	Salaries and fringe benefits	759 872	731 019
Déplacements	Travel	85 679	80 028
Loyers	Rent	68 217	66 457
Honoraires	Fees	595	1 184
Fournitures et équipement	Supplies and equipment	23 767	31 516
Téléphone et communications	Telephone and communications	12 844	11 328
		<u>950 974</u>	<u>921 532</u>
		<u>15 692 232</u>	<u>14 694 402</u>
EXCÉDENT DES DÉPENSES SUR LES REVENUS	EXCESS OF EXPENDITURE OVER REVENUE	(12 626)	21 734
EXCÉDENT AU DÉBUT	SURPLUS, BEGINNING OF THE YEAR	<u>59 599</u>	<u>37 865</u>
EXCÉDENT À LA FIN	SURPLUS, END OF YEAR	<u>46 973 \$</u>	<u>59 599 \$</u>

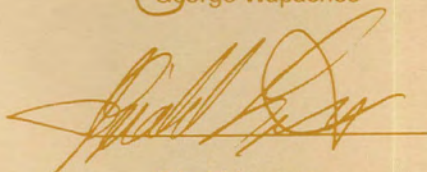
OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS
CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY BOARD

BILAN AU 30 JUIN 1998
 BALANCE SHEET AS AT JUNE 30, 1998

		<u>1998</u>	<u>1997</u>
ACTIF	ASSETS		
Encaisse (note 4)	Cash (note 4)	75 271 \$	110 527 \$
Débiteurs	Accounts receivable	2 168	-
		<u>77 439 \$</u>	<u>110 527 \$</u>
PASSIF	LIABILITIES		
Créditeurs	Accounts payable	30 466 \$	50 928 \$
EXCÉDENT (note 4)	SURPLUS (note 4)	46 973	59 599
		<u>77 439 \$</u>	<u>110 527 \$</u>

POUR/ON BEHALF OF
L'OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU
REVENU DES CHASSEURS ET
PIÉGEURS CRIS


 George Wapachee


 Gérald Lemoyne

OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

30 JUIN 1998

1. CONSTITUTION, FONCTION ET FINANCEMENT

L'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, constitué en vertu de la *Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois* (L.R.Q., chapitre S-3.2), a pour fonction d'administrer le programme de sécurité du revenu établi par cette loi aux fins de fournir aux piégeurs et chasseurs cris une garantie de revenu; ce programme comprend également d'autres mesures d'incitation à se consacrer aux activités d'exploitation comme mode de vie.

Des prestations sont versées à des unités de bénéficiaires qui y sont admissibles sujet, entre autres conditions, du temps passé à chasser, pêcher, piéger et à exercer des activités accessoires.

Les sommes requises pour l'application de la loi précitée sont payées à même les deniers accordés annuellement à cette fin par le Parlement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers de l'Office ont été préparés par la direction selon les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

Prestations et frais d'administration

Les prestations versées sont inscrites aux livres selon la méthode de la comptabilité de caisse alors que les frais d'administration le sont selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les acquisitions de biens en capital sont imputées aux frais d'administration.

Frais d'administration assumés par le gouvernement du Québec

Le coût de certains services de soutien assumé par le gouvernement du Québec n'est pas présenté à l'état des opérations et de l'excédent.

3. RÉGIME DE RETRAITE

Les employés de l'Office participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP). Ce régime est à prestations déterminées et comporte des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations défrayées par l'Office imputées aux résultats de l'exercice, s'élèvent à 28 917 \$ (1997 : 28 457 \$). Les obligations de l'Office envers ce régime gouvernemental se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

4. ENCAISSE

L'encaisse comprend un montant de 20 000 \$, détenu dans un compte en fiducie et affecté, par résolution des membres de l'Office, aux versements de prestations pour pourvoir, entre autres, aux versements d'avances et aux paiements d'urgence lorsque le processus normal d'émission de chèques entraînerait des délais excessifs pour le bénéficiaire.

CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY BOARD

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

JUNE 30, 1998

1. CONSTITUTION, FUNCTION AND FINANCING

The Cree Hunters and Trappers Income Security Board, created under the *Act respecting income security for Cree hunters and trappers who are beneficiaries under the Agreement concerning James Bay and Northern Québec* (R.S.Q., chapter S-3.2), is responsible for the administration of the income security program established by this Act for the purpose of providing the trappers and hunters a guaranteed income; this program also includes other measures aimed at encouraging beneficiaries to carry out harvesting activities as a way of life.

Benefits are paid to beneficiary units which are eligible depending, among other conditions, on the time spent in hunting, fishing and trapping and in carrying out related activities.

The sums required for the carrying out of the aforementioned Act are paid out of the monies voted each year for such purpose by Parliament.

2. ACCOUNTING POLICIES

The financial statements of the Board have been prepared by Management according to the accounting policies disclosed below. These statements include amounts based on best judgements and estimates. The statement of changes in financial position is not presented, since it would produce no further information useful to the comprehension of the year's cash and cash equivalent transactions.

Benefits and administrative expenditure

Benefits paid are recorded in the books of account in accordance with the cash basis of accounting; administrative expenditure are recorded in accordance with the accrual basis of accounting.

Purchases of capital assets are charged to administrative expenditure.

Administrative expenditure assumed by the gouvernement du Québec

The cost of certain supporting services assumed by the gouvernement du Québec is not included in the statement of operations and surplus.

3. PENSION PLAN

Board employees participate in the Government and Public Employees Retirement Plan (GPERP). It is a defined benefit plan which provides retirement and death benefits.

Contributions paid by the Board are charged to operations and total 28 917 \$ (1997 : 28 457 \$). Obligations of the Board toward this government plan are limited to its contributions as an employer.

4. CASH

Cash includes an amount of 20 000 \$ held in a trust account and allocated by resolution of the members of the Board, for payment of benefits including among other things, advance payments and emergency payments where the usual process to issue a check would present an excessive delay for the beneficiary.

Traduction crie: David Masty Sr.
Traduction anglaise: Les Traductions Roger Ryan Enr.
Graphisme: Capture communication
Impression: Dynamiques Centre d'imprimerie
Photos: Willie Iserhoff

Office de la sécurité du revenu
des chasseurs et piégeurs cris
2700, boulevard Laurier
Édifice Frontenac, Bureau 703
Sainte-Foy (Québec)
G1V 2L8

Téléphone :

(418) 643-7300

1-800-363-1560

Télécopieur :

(418) 643-6803

